

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

LES RICHES NOUS COÛTENT DE PLUS EN PLUS CHER

On s'en doutait, mais les études de l'Insee nous le confirment ! La politique fiscale d'Emmanuel Macron a rendu les riches plus riches, et les pauvres plus pauvres. Publiées ce 8 septembre, les deux études étaient particulièrement attendues puisqu'elles portent sur les effets des premières réformes du « président du nouveau monde ». Et le constat est sans appel : les inégalités de niveau de vie se sont nettement accrues en 2018. Cette année-là, le niveau de vie médian – celui qui partage la population en deux – enregistrait une progression de 0,3 % par rapport à l'année précédente, alors qu'entre 1996 et 2008, cette augmentation était nettement plus soutenue puisqu'elle était de 1,4 % par an en moyenne. Les réformes fiscales n'y sont pas pour rien. L'une des deux études s'intéresse plus particulièrement à la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et son remplacement par un impôt sur la fortune immobilière (IFI). On y découvre, grâce à une modélisation, que les grands gagnants de cette réforme sont les 5 % des Français les plus riches qui voient leur niveau de vie annuel augmenter de plus de 1 000 euros grâce, notamment, à la progression des revenus du patrimoine. Pendant ce temps-là, 9,3 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit 1 063 euros par mois. Quel autre message que celui de l'injustice sociale peuvent-ils recevoir ?

MARCHE NATIONALE DES SANS-PAPIERS (19 SEPT.-17 OCT.)



Lettre ouverte au président de la République

Partis le 19 septembre des quatre coins du pays, pour l'égalité, nous marchons. Plusieurs centaines d'entre nous vont traverser ce pays où nous vivons, appuyés par la solidarité des habitantEs [...] Et nous serons des dizaines de milliers à Paris, **le samedi 17 octobre**, pour aller vers le palais de l'Élysée. Nous marcherons en hommage à nos ancienNEs, ces hommes et femmes venus d'Algérie tués par centaines par la police un 17 octobre 1961, alors qu'ils marchaient pour la liberté. Nous marcherons en hommage à nos milliers de frères et sœurs qui meurent chaque année sur les routes de la migration alors qu'ils marchent avec l'espoir d'une vie meilleure.

Sans-papiers en tête, nous marcherons avec nos centaines de collectifs de solidarité et de lutte, nos associations et nos syndicats, nos familles, nos amiEs, nos voisinEs, nos collègueS pour la régularisation des sans-papiers.

Monsieur le président, nous ne marchons pas pour demander un cadeau ou implorer votre générosité. Nous savions depuis longtemps, avant même les milliards que vous distribuez actuellement, que la question des moyens n'était pas le problème. **Nous marchons pour l'égalité.** Nous vivons ici, ensemble, avec ou sans papiers. Et vous savez que l'absence de droits pour les sans-papiers et la précarité pour les demandeurs d'asile gangrènent toute la société, favorisent le racisme, servent de justificatif aux contrôles au faciès et génèrent

toutes les inégalités et attaques sociales. **Nous marchons pour l'avenir.** En ces temps de crise sanitaire où vous faites appel à notre responsabilité, la vôtre est de fermer les centres de rétention, donner accès à des logements décentes pour les sans-abris et les mal-logÉs, garantir la protection de toutEs, au travail comme dans la vie quotidienne, et l'accès égal à la santé. **Nous marchons pour une société plus sûre.**

Alors, monsieur le président, nous serons à votre porte le 17 octobre. Nous espérons qu'elle sera ouverte !

Pour suivre les étapes de la Marche et l'arrivée à Paris : marche-des-sans-papiers.org et la page Facebook. Pour aider au financement : <https://www.lepotcommun.fr/pot/ssqm0lal>

À VOS AGENDAS !

Prochaine réunion du CL 19e/20e : jeudi 1^{er} octobre, 19 h 30. Lieu à définir en fonction des contraintes sanitaires.

«Solidarité et justice climatique : quels enjeux, quelles priorités», jeudi 8 octobre, de 14 à 16 h, débat organisé par le CRID et le Festival de solidarités, en présentiel et en distanciel. Inscription nécessaire : jean-marc@festivaldesolidarites.org ou 01 44 72 89 65.

«Le 3 octobre, marchons sur les aéroports», avec détermination et non-violence, pour la réduction du trafic aérien et la reconversion de ce secteur. Marche organisée par Alternatiba. Indiquer sa participation sur l'événement Facebook national.

«Notre assiette pour demain», samedi 17 octobre, mobilisation nationale pour une alimentation saine et accessible à tou-te.s et une agriculture écologique, à l'initiative du collectif Stop Monsanto-Bayer. Programme à préciser en fonction des contraintes sanitaires.

QUI SOMMES-NOUS ?

Attac est une association d'éducation populaire par l'action et la réflexion. Elle se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Attac est présente dans plus de quarante pays.

COMMENT NOUS CONTACTER

Site Attac France : www.france.attac.org
Comité local Paris 19^e-20^e : attacparis20@attac.org ou
18 rue Ramus - 75020 Paris
Informations, réflexions, campagnes :
<http://attacparis1920@attac.org>

LE PLAN DE RELANCE: NI SOCIAL, NI ÉCOLOGIQUE

Le gouvernement vient d'annoncer un plan de relance de l'économie doté de 100 milliards d'euros. À en croire Emmanuel Macron, il s'agit de « construire la France de 2030 », une France qui « devra être plus verte, plus respectueuse du climat », « plus indépendante, plus compétitive, plus attractive », « qui devra pouvoir compter sur des femmes et des hommes mieux formés ». Qu'en est-il en vérité?

ronautique et de l'automobile sont promus technologies vertes et se voient promettre 2,6 milliards d'euros de subventions. Alors que le gouvernement se targue de vouloir soutenir le transport ferroviaire, de nouvelles suppressions d'emplois sont prévues dans la branche Fret de la SNCF. Quant à la transition agricole, essentielle pour l'avenir de nos écosystèmes, elle n'est dotée que de 1,3 milliard d'euros.

Des centaines de milliers de nouveaux emplois, non délocalisables, sont pourtant nécessaires dans la transition écologique et les services non marchands. C'est bien dans ces secteurs qu'il faut mettre la priorité, tout en assurant aux salariés menacés par la crise actuelle un maintien de leurs revenus et un droit à emploi.

Un minimum de justice sociale et d'efficacité économique aurait enfin voulu que soient rehaussés les minima sociaux et le salaire minimum des personnes les plus précaires, touchées en premier lieu par la crise. Ou encore que soit baissé l'impôt le plus injuste, la TVA sur les produits de première nécessité, comme l'a fait le gouvernement allemand. Surtout, alors que les inégalités de revenu et de patrimoine ne cessent de s'aggraver, il aurait fallu annoncer une révolution fiscale rétablissant la progressivité de l'impôt.



Certaines des 68 mesures alignées dans le plan de relance du gouvernement sont les bienvenues. C'est le cas des 6,7 milliards d'euros dévolus à la rénovation thermique des bâtiments, dont on sait qu'elle contribue à diminuer la facture énergétique et les émissions de gaz à effet de serre et qu'elle est créatrice d'emplois.

Positive également la décision d'étendre jusqu'à 24 mois le dispositif d'activité partielle qui permet aux entreprises confrontées à une baisse d'activité de réduire la durée du travail de leur personnel avec prise en charge par l'État d'une partie du manque à gagner des salariés.

Encore un cadeau aux entreprises !

Mais, pour l'essentiel, ce plan de relance s'inscrit dans la continuité de la politique économique du gouvernement, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays, ni engager le nécessaire virage écologique. Sous couvert d'améliorer leur compétitivité, les entreprises vont bénéficier d'allègements fiscaux à hauteur de 20 milliards d'euros, un cinquième du plan. Cette baisse des impôts dits « de production », dont le produit alimente principale-

ment les budgets des collectivités locales, est une demande déjà ancienne du Medef.

Accordée sans aucune contrepartie en matière de salaires, d'emploi ou de réorientation écologique des investissements, ce nouveau cadeau aux entreprises, comme les précédents, viendra surtout nourrir les profits. Le rapport d'évaluation du CICE, publié ce mois-ci par France Stratégie, relève ainsi que les 16 milliards d'euros d'allègements de charges accordés aux entreprises en 2016 n'ont eu aucun effet mesurable sur l'investissement et n'ont contribué à créer que 100 000 emplois. En revanche, cette baisse d'impôts privera un peu plus les pouvoirs publics des ressources nécessaires aux services publics, à la protection sociale et à la bifurcation écologique.

L'urgence sociale ignorée

On aurait pu attendre de ce plan qu'il engage un tournant majeur vers la reconversion écologique de notre économie. Des désinvestissements massifs des activités les plus polluantes sont nécessaires pour espérer une planète vivable à la fin du siècle. Or, 400 millions d'euros sont prévus pour développer le nucléaire, énergie polluante et dangereuse, tandis que les secteurs de l'aé-

Une autre politique est possible !

Mais rien n'est prévu en matière fiscale et les sommes allouées aux minima sociaux et aux plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : 1 % du budget du plan de relance, soit 1 milliard d'euros, répartis entre la hausse de l'allocation de rentrée et le repas à 1 euro en restaurant universitaire, l'aide aux associations et à l'hébergement d'urgence.

Le monde d'après pour Emmanuel Macron et Jean Castex consiste à reproduire les vieilles formules ayant cours depuis quarante ans, en les teintant légèrement de vert. D'autres politiques sont possibles, en commençant, par exemple, par les mesures d'urgence proposées par le collectif unitaire « Plus jamais ça » et les propositions d'Attac pour une relocalisation écologique et solidaire que l'on peut consulter sur notre site : www.attac.org.

%% BULLETIN D'ADHÉSION %%

Nom..... Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 Email.....
 J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac
 de 0 à 450 €..... 13 € - de 1600 à 2300 €..... 65 €
 de 450 à 900 €..... 21 € - de 2300 à 3000 €..... 84 €
 de 900 à 1200 €..... 35 € - de 3000 à 4000 €..... 120 €
 de 1200 à 1600 €..... 48 € - au-delà de 4000 €..... 160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :
 Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris